

**COMPLÉMENT À LA BIBLIOGRAPHIE DE CAPES-AGRÉGATION 2003-2005 PARUE DANS HISTORIENS ET GÉOGRAPHES N°383 :**

(Publié dans *La Pensée*, n° 336, octobre-décembre 2003, p. 137-157, complété en 2004 et 2005 de quelques références ou précisions nouvelles)

**Avertissement :**

Le texte qui suit, adressé au rédacteur en chef d'*Historiens et Géographes*, Hubert Tison, et à son directeur, Robert Marconis, le 22 septembre 2003, n'a pas même fait l'objet d'un accusé de réception.)

**Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7**

Observations sur la bibliographie de la question d'histoire contemporaine « Les sociétés, la guerre et la paix 1911-1946 », parue dans *Historiens et Géographes*, n° 383, juillet-août 2003.

Les remarques générales qui précèdent la bibliographie (p. 137-140) définissent de façon large et ouverte le très vaste sujet proposé aux étudiants de concours. Mais, en dépit de son volume considérable, 1 375 titres étirés sur les p. 141-211, la bibliographie proprement dite souffre de défauts et lacunes graves qui méritent exposition et mise au point.

**I. Bibliographie sommaire**

On ne peut qu'approuver le principe d'une courte sélection d'ouvrages constituant la base de la préparation, vu le caractère monstrueux de la bibliographie générale, pratiquement inutilisable par les candidats. Les critères d'application attestés par cette « bibliographie sommaire » méritent en revanche critique : la sélection accorde en effet une part éminente aux travaux des historiens 1° de l'équipe intervenant directement auprès des étudiants, Annette Becker, membre spécialisé du jury, et rédacteurs de ce texte-guide (quoiqu'on puisse dire du caractère non « officiel » de ce dernier), 2° liés, notamment familialement, à ladite équipe (je néglige ici le rattachement à un laboratoire, en l'occurrence l'IHTP, calcul qui accroîtrait les pourcentages cités plus loin).

Sur la base de ces deux critères étroits, on parvient à 17 titres sur 118, soit plus de 14%. Liste des ouvrages n° 1-2; 9 à 12 (n°9 : George L. Mosse est ici inclus, vu la mission problématique dont l'a investi Stéphane Audoin-Rouzeau, initiateur de la traduction française du titre de l'ouvrage de 1990 : *Fallen soldiers. Reshaping the memory of the world wars*, devenu, après la mort de l'auteur (janvier 1999), *De la Grande Guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, 1999, traduction fort libre où l'on ne retrouve aucun des termes du titre original); 17-18; 24-25 (en partie au moins); 26-29; 49, 73; 107; 116. Compte tenu de l'ampleur, chronologique et géographique du sujet, une telle disproportion apparaît considérable.

Les étoiles décernées aux ouvrages accentuent encore cette concentration de la reconnaissance universitaire : l'équipe définie ci-dessus regroupe neuf « deux étoiles » sur un total de quarante quatre, et même dix si on y inclut le n° 4 de la liste (voir *infra*), soit près de 23% - sachant que certains de ses membres ont au surplus des ouvrages couronnés d'une étoile. Ce n'est pas faire injure à Christian Ingrao, historien de « l'imaginaire social » antisémite des *Einsatzgruppen*, que de trouver dérisoire la mise d'un de ses articles d'une trentaine de pages (n° 107) sur le même plan que les 1 100 pages de l'incontournable somme de Raul Hilberg sur *La destruction des juifs d'Europe* (n° 106), p. 144.

La concentration française serait déjà excessive compte tenu du sujet; elle atteint en outre ici un sommet du « copinage », encore aggravé par la présentation des n° 2 à 4 de la liste : trois ouvrages, de rédacteurs de la bibliographie et (ou) chercheurs de l'IHTP, sont

distingués bien qu'« à paraître »; les rédacteurs, qui n'ont pu les lire, les honorent d'une confiance *a priori* encore accrue par le fait que deux sur trois de ces ouvrages futurs se voient décerner deux étoiles.<sup>1</sup> Sachant que les étudiants se précipitent sur les manuels, une telle démarche assure un débouché commercial sûr, contre la concurrence, à cette production à venir. Jusqu'où ira l'enthousiasme du ralliement à l'« économie de marché » (la rédactrice du présent texte ayant pour sa part décliné une proposition de participation à un manuel traite cet aspect du dossier en tout désintéressement)?

Le cas personnel des rédacteurs et assimilés ayant été traité comme il vient d'être dit, on ne s'étonnera pas que la Professeure chargée des cours de concours à l'université Paris 7 signataire du présent texte, spécialiste d'une partie du sujet, déjà fort surprise de la concentration en membres de l'équipe officielle ou officieuse des concours caractérisant la bibliographie sommaire, souligne les lacunes de l'ensemble de la bibliographie, dont les exclusions sont, sauf exception, aussi idéologiquement concentrées que les éloges réservés aux historiens agréés.

Sur la liste des neuf « ouvrages généraux sur la guerre au XXe siècle » (1, p. 141), une carence frappe :

Elikia M'Bokolo, *Afrique Noire. Histoire et civilisations*, t. II, *XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Hatier, 1992, pour son descriptif de la violence de la conquête de l'Afrique, toutes nations européennes civilisées confondues, p. 288 sq.

Lacune grave dans la mesure où les étudiants ignoreront que les « violences de guerre » ou « violences extrêmes », largement imputées par nombre d'historiens cités dans la bibliographie à l'expérience de la Première Guerre mondiale, ont précédé celle-ci, y compris dans leur aspect génocidaire, étudié par

Helmut Bley, *Kolonialherrschaft und Sozialstruktur in Deutsch-Südwestafrika*, Hamburg, 1968, traduction anglaise, *South-West Africa under German Rule, 1894-1914*, Londres, 1971, sur le « totalitarisme » avant la lettre édifié dans l'Afrique Sud-Ouest allemande avec le génocide du peuple herero.

La synthèse, parue à l'automne 2003, d'

Éric Vial, *L'Italie au premier XXe siècle. Guerres, société et mentalités*, Paris, Éditions Sedi Arslan, 2003, au cœur du sujet par une démarche d'histoire sociale totale (au sens où l'entendait Pierre Vilar), mérite ici de figurer avec « deux étoiles ».

## II. Bibliographie générale

Sans faire assaut d'érudition, je mentionnerai surtout des lacunes de la bibliographie générale relevant d'exclusions scientifiques et idéologiques, alors même que certains courants

<sup>1</sup>. Du temps supplémentaire m'ayant été octroyé, *Historiens et Géographes* n'ayant pas même accusé réception de mon texte, et les « à paraître » ayant eu le temps de sortir au jour, il convient de préciser que le manuel cité au n° 3 de la « bibliographie sommaire », *Les sociétés en guerre* (p. 141, Bruno Cabanes et Édouard Husson, dir.), multiplie les « interviews » d'historiens, procédé franchement cavalier, d'autant plus qu'il est souvent accompagné de la renonciation à des références bibliographiques précises (chapitre 8, de Philippe Burrin « Fascisme, nazisme et génocide »). Le lecteur novice sera par ailleurs presque aussi surpris que le vieillard ou le spécialiste de tout âge en constatant que le chapitre consacré par Nicolas Werth à l'URSS « La société russe en guerre », ne traite que de la guerre de Staline contre son peuple, même à partir du 22 juin 1941 : sa partie consacrée aux « sociétés d'Union Soviétique [dans] la guerre contre le III<sup>e</sup> Reich » s'intéresse beaucoup moins (pratiquement pas, pour tout dire) à la guerre allemande qu'aux graves manquements du régime à l'égard de la société soviétique. La méthode surprend particulièrement à propos des prisonniers de guerre, dont on apprend qu'ils ne revinrent qu'à « à peine plus d'un tiers », en trois lignes p. 145, sur environ deux pages consacrées aux misères que causa le régime soviétique à cette minorité de revenants. On eût attendu, au risque de passer pour démodé ou « stalinien », une explication et des références sur les modalités de la destruction par le Reich de 26 à 30 millions de Soviétiques.

d'extrême droite incompatibles avec le sérieux scientifique se taillent une part non négligeable, la distinction de leurs travaux étant parfois simplement (pas toujours) assortie d'une réserve du genre « à manier avec précaution ». Les remarques seront faites, pour plus de simplicité, au fil des pages.

Notons d'abord, une fois de plus, l'importance des travaux de l'équipe, régulièrement signalée, et parfois de façon spectaculaire (les collègues et étudiants pouvant aisément recenser les multiples références à ces travaux, je renonce à en fournir la liste) :

1. 4. « Dictionnaires », p. 149 :

Sur six cotes relatives à la Première Guerre mondiale (33 à 39), trois recueillent des commentaires très élogieux, dont les n° 34 et 35 respectivement signés par Jean-Jacques Becker et par le même et Stéphane Audoin-Rouzeau (« un petit dictionnaire d'une grande utilité » et « un instrument de travail permettant d'approcher la plus grande partie des questions », etc., p. 149)

2.3 « Les guerres du XXe siècle », p. 153 :

Gabriel Kolko, dont le grand ouvrage original n'est pas cité (*The politics of war. The world and United States Foreign Policy 1943-1945*, New York, Pantheon Books, 1990 (1<sup>ère</sup> édition, 1968), l'est pour une synthèse, d'ailleurs excellente (n° 116, *Century of war. Politics, conflict and society since 1914*). Pourquoi est-il signalé que l'ouvrage présente « une interprétation marxiste du siècle en guerre » (p. 153)? Cette précision idéologique ne figure pas en général, pas même quand il s'agit d'auteurs d'extrême droite aux sympathies pro-nazies marquées. Ainsi, *in*

2.4 « Les deux guerres mondiales, la “guerre de trente ans” », p. 154 :

Ernst Nolte (n° 157 : *La guerre civile européenne*), n'est-il pas présenté comme le chef de file de l'extrême droite historiographique allemande, auteur, démenti par l'historiographie allemande, en particulier récente, de la thèse, étayée par aucune archive originale, d'une guerre défensive allemande déclenchée par le Reich pour parer à une attaque des barbares soviétiques. On remarquera l'euphémisme du commentaire : « un ouvrage très controversé sur l'antériorité de la violence bolchevique sur la violence nazie. » « Très controversé », en effet : M. Nolte n'apparaît plus depuis « la querelle des historiens » allemands entamée en 1986 sur ses thèses comme un historien mais, j'y insiste, comme un idéologue, ce qu'il conviendrait d'exposer à nos étudiants. Il suffirait de citer l'ouvrage d'Édouard Husson (auteur distingué aux n° 3 et 146 pour un même manuel « à paraître »), *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la RFA et l'identité allemande*, Paris, PUF, 2000, précis sur les enjeux politiques et idéologiques de l'historiographie allemande (voir index).

2.6 « Approches comparées des dictatures, la question du totalitarisme », p. 155

La précision fait toujours défaut dans la présentation de François Furet et Ernst Nolte *Fascisme et communisme* (n° 174) : l'ouvrage est défini comme « un dialogue en forme de correspondance », formule vague masquant un net rapprochement idéologique de François Furet, l'un des deux interlocuteurs, de l'autre, Ernst Nolte.

La complaisance régnant sur l'extrême droite initiatrice de la comparaison puis de l'assimilation nazisme-communisme (le second portant la faute fondamentale et antérieure), on est d'autant plus surpris de voir censuré le toujours intelligent (pour genre démodé? faut-il préciser son caractère « marxisant »?) :

Nicos Poulantzas, *Fascisme et dictature*, Paris, Seuil, 1974

Dans cet ensemble, devrait figurer un ouvrage qu'on attendrait également en 5.6.2, « Guerre et naissance du communisme », p. 175 (*cf. infra*),

Arno Mayer, *Les Furies, terreur, vengeance et violence, 1789, 1917*, Paris, Fayard, 2002.

Ici doivent également être mentionnés les ouvrages de Pierre Ayçoberry, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Paris, Seuil, 1979, et Ian Kershaw, *Qu'est ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, édition (complétée) de 1997. Ils sont présentés seulement aux n° 641 et 642 de la liste (p. 177) comme utiles et lumineux sur « la complexité de l'historiographie du nazisme » : or, ils contiennent aussi une critique du concept même de « totalitarisme », qui occupe dans le champ défini par les rédacteurs de la bibliographie une importance considérable, dont les étudiants doivent savoir qu'elle est surtout hexagonale : l'équilibre idéologique de la rubrique 2.6 « Approches comparées des dictatures, la question du totalitarisme » en serait légitimement modifié, ce concept ayant été largement abandonné à l'étranger depuis une vingtaine d'années.

Dans l'ensemble 3.2, « La guerre avant la guerre », soit en 3.2.1, « Nationalismes », p. 156, soit en 3.2.3, « Préparation au conflit », p. 159, soit, mieux encore, dans l'ensemble 4. sur la Première Guerre mondiale, en 4.2.3, « manuels et ouvrages généraux par pays », p. 159 sq., en 4.2.3.1, « Allemagne et Autriche-Hongrie », p. 159, ne figure pas :

Fritz Fischer, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918*, Paris, Trévisse, 1970, traduction tardive d'un ouvrage de 1961, *Griff nach der Weltmacht*, 1961, qui a soulevé une tempête en RFA, en exposant à quel point le régime impérial avait engagé la quasi totalité de la population dans le soutien à une guerre de conquête soutenue par toutes les forces politiques (majorité du SPD incluse). Toute l'historiographie (ouest-)allemande s'étant à l'époque définie par rapport à ce gros ouvrage documenté, et le débat n'étant pas épuisé (voir Édouard Husson, *Comprendre Hitler*, index), cette absence est incompréhensible.

4.2.2, « Ouvrages et actes de colloque sur la Grande Guerre dans son ensemble », p. 158

Peut-on préciser, compte tenu des privilèges qui lui sont consentis, que l'ouvrage de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, ici au n° 234, présenté comme « une tentative d'interprétation globale du conflit » (après avoir été crédité de deux étoiles au n° 10 de la « bibliographie sommaire ») ne fait pas l'unanimité.

On trouve de « 14-18 » une interprétation différente, outre dans des ouvrages qui ont été cités, de Rémy Cazals et de Frédéric Rousseau (n° 306, p. 161), mais hors de la bibliographie sommaire, et parfois, plus curieusement encore, hors du cadre de la Première Guerre mondiale, à laquelle ils sont pourtant consacrés, rejetés en « 5. Sortir de la guerre » (n° 567 et 569, p. 173), dans:

Rémy Cazals, « 1914-1918 : oser penser, oser écrire », *Genèses*, n° 46, mars 2002, p. 26-43, et

Antoine Prost, « La guerre n'est pas perdue », *Le mouvement social*, n° 199, avril-juin 2002, p. 95-102,

De même, pourquoi reporter en 5.2.1. « Lieux de mémoire [...] », p. 172, au n° 533, Sylvie Caucanas et Rémy Cazals, *Traces de 14-18*, puisqu'il s'agit d'actes d'un colloque non exclusivement consacré aux « lieux de mémoire »?

4.2.3.1 « Manuels et ouvrages généraux par pays », p. 159

4.4.3.1. « Allemagne et Autriche-Hongrie »,

Bien que la bibliographie, presque exclusivement constituée d'ouvrages en allemand et en anglais, soit tout à fait légitime, pourquoi dissuader les étudiants de recourir à de bons manuels en français traitant en partie de l'histoire de l'Allemagne en guerre, des ouvrages

récents en français n'étant pas en mesure de les remplacer? Le snobisme du récent (oublié en d'autres occasions) ne saurait masquer le rejet de noms qui n'ont pas démerité.?

Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine 1917-1933*, Paris, Éditions sociales, 1962, et

Pierre Guillen, *L'Empire allemand 1871-1918*, Paris, Hatier, 1974

Qui tenaient le plus grand compte des travaux du plus grand spécialiste (marxiste) de l'histoire sociale allemande mort l'an dernier, remarquable analyste des rapports entre impérialisme et société :

Jürgen Kuczynski, *Studien zur Geschichte des deutschen Imperialismus, I, Monopole und Unternehmer Verbände*, Berlin, 1948, auteur notamment de :

*Studien zur Geschichte des deutschen Imperialismus*, vol. I, *Monopole und Unternehmervverbände*, Berlin, 1948,

*Propagandaorganisation des Monopolskapitals*, Berlin, 1950

Edmond Vermeil, *L'Allemagne contemporaine sociale, politique, culturelle, 1890-1950*, tome premier, *Le règne de Guillaume II, 1890-1918*, Paris, Aubier, 1952

Pour l'Autriche-Hongrie et la réalité de ses divisions s'impose la lecture de romans, traduits :

Jaroslav Hasek, *Le brave soldat Sveik*, paru en Livre de Poche

Joseph Roth, *La marche de Radetzky*, Paris, Seuil, 1982

*La crypte des capucins*, Paris, Seuil, 1983

Dans 4.2.3.8, « Russie », p. 160,

Pourrait utilement figurer, ouvrage valable pour toute la période (voir *infra*),

Silvio Pons et Andrea Romano, éd., *Russia in the age of wars, 1914-1945*, Milan, Fondation Feltrinellei, 2000, dont les deux communications sur la Première Guerre mondiale (de Mark von Hagen et Peter Gatrell) traitent des minorités nationales et des déplacements de population

Dans 4.2.3.3, « États-Unis », p. 159 ou dans 4.4.2.3, « États-Unis », p. 162,

pourquoi ne pas citer Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2002 (traduction, 1<sup>ère</sup> édition 1980), spécialiste d'histoire sociale particulièrement attentif aux résistances à la guerre et à la conscription (chapitre XIV : « la guerre est la santé de l'État »)?

4.8.3 « Économies et finances de guerre », p. 164

Le commentaire du « chapeau » sur les « aspects économiques et financiers » simple « arrière-plan » n'a aucun sens concernant la grande thèse de G. Feldman, au cœur du sujet : *Army, Industry and Labour in Germany, 1914-1918*, Princeton, 1966 (1992 est une réédition), ce chef-d'œuvre d'histoire sociale sur les rapports entre armée, patronat et classe ouvrière organisée eût du recevoir au moins deux étoiles...

4.8.4 « Mobilisations sociales, groupes sociaux, marginalités », p. 164-166

Il est étonnant, surtout compte tenu de la perspective comparative du sujet et de la recherche des filiations entre les deux guerres mondiales, de ne pas trouver dans

4.8.4.1 « Études d'ensemble » (p. 164-165) ou dans 4.8.4. 3 « Mondes urbains et ouvriers » (p. 165)

Friedrich Zunkel, « Die ausländischen Arbeiter in der deutschen Kriegswirtschaftspolitik des 1. Weltkrieges », in Gerhard Ritter, éd., *Entstehung und Wandel*

*der modernen Gesellschaft*, Berlin, 1970, p. 280-311, la question de la main-d'œuvre forcée et des déportations par l'occupant allemand d'ouvriers belges étant également traitée dans Fritz Fischer et Gerald Feldman, *op. cit.*

#### 4.8.4.7 « Coloniaux », p. 166

Le paragraphe est réduit à la thèse de Marc Michel (n° 419, *L'appel à l'Afrique*) alors que la « présence [des « coloniaux »], comme soldats et comme travailleurs, a des implications sociales et culturelles » - et politiques, convient-il d'ajouter - « importantes » (p. 166); et que la question des migrations court à travers la totalité du sujet : dans ces conditions, pourquoi des synthèses ou travaux importants ne figurent-ils pas ici?, tels que :

Ralph Schor, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1996, synthèse indispensable (collection U), traitant les deux aspects de l'appel aux coloniaux et couvrant la totalité de la période du sujet (en présentant le même intérêt)

Claude Liauzu, *Aux origines des tiers mondismes, colonisés et anticolonialistes en France 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1986

Benjamin Stora, *Ils venaient d'Algérie. L'immigration algérienne en France 1912-1992*, Paris, Fayard, 1992

#### 4.9.2 « Le pacifisme du temps de guerre », p. 167

pourrait comporter, puisque le clérical Francis Latour est cité, n° 436., p. 167 (on excusera cette précision, qui fait pendant aux rares « marxistes » ou « est-allemands », presque toujours « dénoncés », cf. *infra* à propos de Dietrich Eichholtz) :

Antoine Fleury « Le Saint-Siège et les négociations de 1917 », *Guerres mondiales, conflits contemporains*, n° 170, p. 17-2

Annie Lacroix-Riz, « Le Vatican et les buts de guerre germaniques de 1914 à 1918: le rêve d'une Europe allemande », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 42-4, octobre-décembre 1995, p. 517-555, et

*Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996, remarque que l'on peut répéter, concernant ce dernier ouvrage, dans 6. 12. 5, p. 189 (*cf. infra*)

#### 5. « Sortir de la guerre, entrer dans la guerre », p. 170-179

##### 5.1.2. « Questions diplomatiques », p. 171

Sur quelle base a-t-on exclu ici le très documenté

Charles Bloch, *Le III<sup>ème</sup> Reich et le monde*, Paris, Imprimerie nationale, 1986?

Et, référence partout reconnue :

Gabriel Gorodetsky, *Soviet Foreign Policy, 1917-1991 : a retrospective*, Londres, Frank Cass, 1994, qui montre à quel point la politique soviétique a été marquée, après les traumatismes de la guerre civile-étrangère et la politique d'isolement derrière un « cordon sanitaire » rigoureux, par l'obsession de la guerre de coalition capitaliste, redoutée sous la direction de Londres dans les années 1920, de Berlin dans la décennie suivante (voir en particulier Teddy J. Uldricks, « Soviet Security in the 1930s », p. 65-74)

Du même auteur :

*Stafford Cripps' mission to Moscow, 1940-42*, Cambridge University Press, 1984, qui montre une Grande-Bretagne ravie, fût-ce clandestinement jusqu'à l'assaut allemand du 22 juin 1941, de l'avance soviétique dans la Baltique, jugée chose excellente pour le camp allié.

Silvio Pons et Andrea Romano, éd., *Russia in the age of wars, 1914-1945*, déjà cité, traite de toute la période considérée sur un mode différent de la problématique, devenue hégémonique dans l'historiographie française, de la comparaison entre nazisme et

communisme ou de l'instrumentalisation du du patriotisme et du danger de guerre par Staline, dans le but essentiel d'anéantir ses « ennemis de l'intérieur » : plusieurs communications (en particulier celles d'Andrea Romano, Geoffrey Roberts et Oleg Khlevniuk) accordent un rôle déterminant à un « war scare » non feint, de la guerre à venir, avec une intensité croissante de 1927 à l'ère des « grandes purges » de 1936-38.

Il est fort regrettable que des publications françaises n'aient encore pas été tirées des rapports de nos attachés militaires en URSS et en Allemagne (inventaire des archives du Service historique de l'armée de terre (SHAT), 1920-1940, Introduction, Série N, 7-9, t. II, 7 N, respectivement vol. 2583-2704 et 3117-3187) : comme *Russia in the age of wars, 1914-1945*, ces archives originales démontrent de manière particulièrement convaincante que l'obsession de la guerre des dirigeants soviétiques, Staline compris, n'a pas relevé de la simple manipulation de leur population.

Mais l'apport canadien anglophone est fondamental : voir Michael Jabara Carley, *1939, the alliance that never was and the coming of World War 2*, Chicago, Ivan R. Dee, 1999, qui fait la synthèse de tous ses articles antérieurs, présentés dans la bibliographie, p. 301. Carley réaffirme, archives soviétiques publiées, archives originales françaises (Quai d'Orsay et SHAT) et britanniques désormais à l'appui, les thèses qui ont triomphé de l'immédiat après-guerre aux années 1960 (sur la base notamment des archives britanniques publiées). Je tire les mêmes conclusions de recherches menées depuis de nombreuses années dans les mêmes fonds français, et qui aboutiront à un ouvrage en cours de rédaction, *Le choix de la défaite : les élites françaises dans les années trente* :

1° celle de l'impossibilité pour l'URSS, laissée entièrement à découvert par le refus franco-anglais d'alliance militaire, d'esquiver le compromis temporaire avec le Reich – compromis annoncé par les Cassandre diplomatiques françaises depuis 1932-33 (personnel diplomatique, attaché d'ambassade Jean Payart, ambassadeurs Charles Alphonse, Robert Coulondre, Paul-Émile Naggiar, et attachés militaires, Mendras, Simon, Palasse).

Sur ce point, voir aussi, essentiellement fondé sur les archives soviétiques,

Geoffrey Roberts, essentiel, *The unholy alliance : Stalin's pact with Hitler*, Londres, Tauris, 1989

*The Soviet Union and the origins of the Second World War. Russo-German relations and the road to war, 1933-1941*, New York, Saint Martin's Press, 1995

Jonathan Haslam, *Soviet Foreign Policy 1930-1933*, University of Birmingham, 1983

*The Soviet Union and the struggle for collective security in Europe, 1933-1939*, Londres, Macmillan Press Ltd, 1984

« Soviet-German relations and the origins of the Second World War », *Journal of Modern History (JMH)*, vol. 69, n° 4, décembre 1997

Lire le n° de mai 2005 du *Monde diplomatique* (paru en juillet dans *Manière de voir*) le dossier spécial sur la Deuxième Guerre mondiale et notamment article Annie Lacroix-Riz sur « l'URSS dans la Deuxième Guerre mondiale » (curieusement intitulé – pas par moi – « L'URSS par pertes et profits »)

2° celle de la responsabilité exclusive de l'Apaisement franco-anglais dans les conditions désastreuses du déclenchement de la guerre – absence d'alliance tripartite qui avait permis en 1914 de résister à l'assaut du Reich – imputées au caractère obsessionnel de l'anti-bolchevisme et à la terreur « de classe » des classes dirigeantes d'Europe occidentale d'une « victoire » soviétique dans une « guerre » contre l'Allemagne qui signifierait extension du système soviétique à tous les pays belligérants.

Voir aussi sur ce point : Silvio Pons, *Staline et la guerre inévitable, 1936-41*, Turin, Einaudi, 1995

#### 5.5. « Pacifismes de l'entre-deux-guerres », p. 174

On s'étonne que ne figure aucun ouvrage sur les réfugiés antifascistes allemands, dont la présence et l'activité ont joué un rôle dans la sensibilité antifasciste en France mais également déchaîné la propagande de droite française présentant la guerre à venir comme la chose des « judéo-bolcheviques ». Ici comme ailleurs, Gilbert Badia et son équipe ont été évincés :

Gilbert Badia et *al.*, *Les barbelés de l'exil, études sur l'immigration*, Grenoble, PUF, 1979

*Exilés en France. Souvenirs d'antifascistes allemands émigrés (1933-1945)*, Paris, Maspero, 1982

*Les bannis de Hitler, accueil et luttes des émigrés allemands*, Paris-Vincennes, ED/PU, 1985

Dans la même rubrique, il convient de compléter Dieter Riesenberger, *Die katholische Friedensbewegung in der Weimarer Republik* (n° 591, p. 175) par l'ouvrage pionnier (notamment dans la critique de l'Église catholique allemande et du Vatican) de

Gordon Zahn, *German Catholics and Hitler's wars*, New York, Sheed and Ward, 1962, sociologue catholique américain qui tente d'expliquer sur la base des textes épiscopaux officiels (sermons, lettres pastorales, etc.) de l'ère nazie pourquoi le *Friedensbund* (la ligue pour la paix), mouvement pacifiste dirigé après la guerre par les prélats les plus prestigieux, Bertram, Faulhaber, Schreiber, etc., mais colosse aux pieds d'argile, s'écroula sans résistance, dès sa dissolution le 1er juillet 1933.

#### 5.1.3 « Transformations sociales de l'immédiat après-guerre », p. 171-172,

À côté des excellents ouvrages cités, pourquoi le remarquable

Charles Maier, *Recasting Bourgeois Europe. Stabilization in France, Germany and Italy in the decade after the First World War*, Princeton, 1975, n'est-il pas cité? Absence d'autant plus regrettable que l'article comparatif de ce professeur de Harvard,

« The two postwar eras and the conditions for Stability in twentieth-Century Western Europe », *American Historical Review*, vol. 86, n° 2, avril 1981, p. 327-367, également non cité, offre une réflexion stimulante sur les deux « sorties de guerre ».

#### 5.6.2. « Guerre et naissance du communisme », p. 175

Tandis que les références en français se bornent à l'ouvrage à succès (dépourvu de tout appareil d'archives) de François Furet, *Le passé d'une illusion*, n° 604, et les *Cahiers du monde russe* (n° 600), p. 175, on s'étonne de ne pas voir cité ici :

Arno Mayer, *Les Furies, terreur, vengeance et violence, 1789, 1917*, Paris, Fayard, 2002, traduit, et particulièrement original, par rapport au champ actuellement dominant en France de la « violence de guerre » ou de la « violence extrême » sans liens avec les rapports sociaux, par sa définition de la violence révolutionnaire et de la violence contre-révolutionnaire.

De même, l'oubli de :

Gilbert Badia *Les spartakistes, 1918: l'Allemagne en révolution*, Paris, Julliard, 1966, est d'autant plus choquant que ce « classique » est également éclairant sur les corps francs et une de leurs origines, l'alliance politique entre la majorité SPD et l'armée, fief des Junker.

On aimerait d'ailleurs voir cités là les romans d'Ernst von Salomon, acteur de premier plan des corps francs et de leurs assassinats politiques (Walter Rathenau notamment) et

porteur d'une violence extrême dès l'avant-guerre : *Les Cadets* (dont une bonne partie se déroule dans les années précédant 1914), et *Les Réprouvés*, tous deux parus en livre de poche.

5.9. « Le nazisme et la mobilisation de la société allemande jusqu'en 1939 », p. 176-178

La rubrique ne comporte aucun ouvrage spécifique sur l'Autriche. L'Autriche antisémite rejoignant le nouveau Grand Reich en mars 1938 – et occupant un rôle notoire dans les exterminations de la Seconde Guerre mondiale – et sa nazification quasi-totale ayant été considérablement facilitée par la liquidation par le chancelier Dollfuss de sa classe ouvrière organisée en février 1934, il convient d'inclure ici un ouvrage du spécialiste français de ce pays :

Paul Pasteur, *Être syndiqué(e) à l'ombre de la croix potencée. Corporatisme, syndicalisme, résistance en Autriche 1934-1938*, Publications de l'Université de Rouen, 2002

5.9.3. « Ouvrages plus spécialisés », p. 176-178

Ce qui suit souligne, outre les lacunes de la bibliographie sur la mobilisation allemande, sa carence sur une autre donnée essentielle, la participation des élites industrielles et bancaires étrangères, partenaires ou créancières du Reich, à son économie de guerre, origine de ladite mobilisation. Ce dernier aspect pourrait d'ailleurs figurer dans 5.2. « Les "origines" de la Seconde Guerre mondiale », p. 179, les élites économiques des États ennemis potentiels du Reich étant conduites de fait, par l'ampleur de leurs investissements en Allemagne, à trouver avantage, dans un contexte de dépression persistante, aux performances de son économie de guerre extraordinairement rentable. Voir à ce sujet, outre les ouvrages cités plus loin :

Gabriel Kolko, « American Business and Germany, 1930-1941 », *The Western Political Quarterly*, XV, décembre 1962, p. 713-728

Gian Trepp, *Bankgeschäfte mit dem Feind. Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zweiten Weltkrieg. Von Hitlers Europabank zum Instrument des Marshallplans*, Zurich, Rotpunktverlag, 1996

Annie Lacroix-Riz, « La BRI et la Banque de France de l'apaisement à la guerre : de la collaboration des Banques centrales à l'"or allemand" », in Olivier Feiertag et Michel Margairaz, dir., *Politiques et pratiques des banques d'émission en Europe (XVIIe-XXe siècles)*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 387-412.

Les rédacteurs de la bibliographie estiment « le rôle véritable des élites économiques allemandes avant 1934 » dévoilé par le seul ouvrage de Henry A. Turner, n° 665, *German Big Business and the Rise of Hitler* (p. 178), qui postule un rôle médiocre ou quasi nul du grand capital dans la venue de Hitler au pouvoir. Les étudiants doivent savoir qu'avant 1985, Turner avait dans une série d'articles démontré le contraire. En accord avec l'« ancien » Turner, en désaccord avec le « nouveau », qui s'appuie volontiers sur les déclarations d'après-guerre (procès de Nuremberg) des industriels et banquiers allemands, il convient de prendre en compte les analyses contradictoires de ce « rôle véritable », concluant à l'alliance entre ces forces sociales et le régime hitlérien qui leur promet à la fois la guerre pour régler la crise et la durable réduction à l'impuissance de la classe ouvrière organisée. A été traduit en français :

Eberhard Czichon, *Wer verhalf Hitler zur Macht, zum Anteil der deutschen Industrie an der Zerstörung der Weimarer Republik*, Cologne, 1967, traduction : « Qui a aidé Hitler à prendre le pouvoir? », *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, 4/1970-1/1971, p. 78-108

Martin Broszat, *Hitler and the collapse of Weimar Germany*, New York, Berg, 1987 (1<sup>è</sup> éd. allemande, 1984), est également explicite sur l'alliance nouée avant la prise du

pouvoir par les hitlériens, notamment via Schacht, érigé en conseiller économique de Hitler depuis 1931-1932

John Gillingham, *Ruhr coal, Hitler and Europe. Industry and Politics in the Third Reich*, Methuen, London, 1985, est indispensable, d'une part, sur les relations entre élites économiques allemandes et étrangères (françaises et sidérurgiques, et américaines notamment) et régime hitlérien et, d'autre part, sur l'exploitation du travail des mineurs allemands et étrangers avant et (travail forcé inclus) pendant la guerre. Une partie de cet ouvrage doit figurer à la rubrique « 6. La société allemande dans la guerre (1939-1945) », p. 181-182

Plus général, et classique,

William Appleman Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, Dell Publishing C°, New York, 1972 (1<sup>è</sup> éd., 1959), ouvrage fondateur du chef de file des historiens « révisionnistes » américains, analystes de la stratégie (peu idéologique, et très économique) de la « Porte Ouverte » depuis les années 1890 des élites américaines – historiens qui n'ont pas eu les honneurs de la bibliographie

L'ouvrage, faible et non démonstratif sur les liens entre la mécanographie d'IBM et l'efficacité allemande dans le génocide des juifs d'Europe, d'

Edwin Black, *IBM et l'holocauste. L'alliance stratégique entre l'Allemagne nazie et la plus puissante multinationale américaine*, Paris, Robert Laffont, 2001,

est utile sur la contribution d'IBM, comme de tous les grands groupes financiers américains impliqués dans l'économie allemande depuis les années 1920 (prêts bancaires et investissements directs en capital), à l'économie de guerre allemande. Investissements d'une rentabilité exceptionnelle et d'autant plus régulièrement accrus que le rapatriement des dividendes fut limité ou interdit depuis les mesures de contrôle des changes initiées par le gouvernement Brüning.

Sur ce point, voir aussi, malgré la contestation polémique de sa valeur par Robert Paxton, *Times Literary Supplement*, 19 mai 2000, p. 12,

Charles Higham, *Trading with the Enemy, an exposé of the Nazi-American Money Plot, 1933-1949*, New York, Delacorte Press, 1983: étayé par des sources américaines originales (Trésor, Département d'État, etc.) confirmées par les archives du Quai d'Orsay, l'ouvrage décrit le maintien de l'alliance financière germano-américaine entre régime hitlérien et après-guerre.

De même,

James Stuart Martin, *All Honorable Men*, Boston, Little, Brown and C°, 1950, d'un juriste membre du corps d'occupation économique américain de 1945 à 1948, ouvrage pionnier et toujours reconnu aux États-Unis sur ladite alliance.

#### 5. 11. « La guerre d'Espagne », p. 179

On, s'étonne, vus 1° le retentissement du conflit sur la situation socio-politique de la France dans la perspective de la guerre imminente, 2° les rapports étroits entre la participation aux Brigades internationales et le choix de la résistance active sous l'Occupation, de ne pas trouver, ici ou au paragraphe 6. 4.1 « L'immédiat avant-guerre », p. 182-183 (*cf. infra*)

Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales 1936-1939*, Paris, Grasset, 1998

Le très grand historien Pierre Vilar (n° 692, *La guerre d'Espagne*), mort cette année, et demeuré marxiste jusqu'à son décès, n'a eu droit ni à une étoile ni même à un commentaire, au sein d'un paragraphe pourtant fort commenté.

#### 6. « La Seconde Guerre mondiale », p. 180-207

6. « La France des années noires », avec 6.4.1 « L'immédiat avant-guerre », p. 182-183

bat le *record des exclusions idéologiques*, les ouvrages évincés étant presque tous caractérisés, bien que leurs auteurs ne soient pas tous « marxistes » déclarés, par leur analyse des relations entre patronat et salariés et des questions mêlées de la guerre intérieure (contre la classe ouvrière) et de la (non-)préparation à la guerre extérieure. Alors que la bibliographie accorde un grand poids (légitime) aux questions de politique extérieure présentées par ailleurs comme « un arrière-plan qui ne peut être laissé de côté » (p. 139), le cœur du sujet de concours - les « sociétés » - est ici délaissé, vu l'absence systématique de travaux consacrés aux rapports sociaux (à leurs répercussions politiques) dans le contexte de la guerre imminente. On doit mentionner comme également éclairants et indispensables :

Guy Bourdé, *La défaite du Front Populaire*, Paris, Maspéro, 1977, seul travail approfondi (sur la base de l'imprimé) sur la grève de novembre 1938

Ingo Kolboom, *La revanche des patrons. Le patronat français face au Front Populaire*, Paris, Flammarion, 1986, chef-d'œuvre d'analyse socio-politique d'une stratégie de guerre civile contre la classe ouvrière organisée

Jean-Yves Mollier et Jocelyne George, *La plus longue des Républiques, 1870-1940*, Paris, Fayard, 1994, grande synthèse qui établit une utile comparaison entre les deux entrées en guerre (consensus social dominant en 1914, qui dispense l'État français du recours au célèbre « carnet B » préparé sous couvert d'« antimilitarisme » contre les militants du mouvement ouvrier, violence des haines de classes à la fin des années trente culminant dans la mise hors la loi du PCF en septembre 1939).

Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999, sur la guerre intérieure conduite par la 3<sup>e</sup> République finissante contre immigrés et communistes

Danièle Rousselier-Fraboulet, *Les entreprises sous l'Occupation. Le monde de la métallurgie à Saint-Denis*, CNRS Éditions, Paris, 1998, décrit un patronat de la métallurgie parisienne hanté sous le Front populaire par le péril intérieur et indifférent au danger extérieur

Ralph Schor, *Histoire de l'immigration en France*, déjà cité, et toujours important, ainsi que *L'antisémitisme en France pendant les années trente*, Bruxelles, Complexe, 1992, indispensable vu le rôle de cette propagande obsédante dans la préparation des esprits à l'exclusion des juifs et à l'acceptation de la tutelle du futur occupant

Richard Vinen, *The politics of French business 1936-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, très riche sur les années 36-39 et la combativité patronale contre la classe ouvrière en général, les métallurgistes parisiens en particulier

R. Wolff et J. Hönsch, éd., *Catholics, the State and the European Right, 1919-1945*, New York, Columbia University Press, 1987, inégal, mais qui compte la communication de

Robert Paxton, « France, the Church, the Republic and the Fascist temptation, 1922-1945 », in Wolff R. et Hönsch J., éd., *Catholics*, p. 67-91, dont la remarque sur la priorité définitive donnée par les élites françaises à partir de 1936 à « l'ennemi intérieur » sur « l'ennemi extérieur » fournit un cadre à l'étude du sujet.

La remarque relative au « fascisme français, qui a suscité de très nombreuses controverses » (p. 183), est privée de tout sens par l'absence des deux ouvrages au cœur desdites controverses, beaucoup plus radicales que celles séparant Zeev Sternhell de ses anciens amis et collègues de l'Institut d'études politiques de Paris. Il ne s'agit pas seulement ici de discuter des origines idéologiques (« droite ou gauche ») du fascisme français, mais d'une thèse affirmant, contre ce que l'auteur appelle les « historiens [français] du consensus » (tous cités dans la bibliographie), que les ligues de droite, Croix de Feu inclus, ne groupent pas seulement des « autoritaires » de droite, mais des fascistes. Au nom de quoi ce pivot des controverses a-t-il disparu du champ?

Robert Soucy, *French Fascism, the first wave, 1924-1933*, New Haven and London, Yale University Press, 1986, seul traduit en français

*French Fascism, the second wave, 1933-1939*, New Haven and London, Yale University Press, 1995 (désormais traduit, Paris, Autrement, 2004)

Il faut y ajouter la première critique française d'ampleur des « historiens du consensus », largement consacrée à la période du programme, et particulièrement stimulante, réalisée sous l'égide d'un politologue, professeur à l'université Paris I, Michel Dobry, comportant des contributions sur l'Action française (Brian Jenkins), le colonel de la Rocque (Didier Leschi, thèse en cours), et les écrivains fascistes (Gisèle Shapiro) sans oublier Robert Paxton (« Les cinq phases du fascisme ») et Zeev Sternhell (« Le fascisme, ce mal du siècle », intéressante contestation de la parenté entre communisme et fascisme-nazisme),

Michel Dobry, éd., *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

#### 6.7.1. « Belgique », p. 185-186

Il est incompréhensible, vu le reste de la bibliographie par pays, qu'ait été évincé :

John Gillingham, *Belgian Business in the Nazi New Order*, fondation Jan Dhondt, Gand, 1977, modèle d'étude sur les relations entre le grand capital belge (Société générale de Belgique au premier chef) et le « Nouvel Ordre », non seulement sous l'Occupation mais dans la stratégie des élites économiques tablant au cours des années précédentes sur une occupation allemande de leur pays et s'efforçant de s'y adapter.

#### 6.11. « Les États-Unis en guerre », p. 188

Seul historien américain du « front intérieur » traduit en français, Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis de 1492 à nos jours*, déjà cité *supra.*, s'impose ici aussi (chapitre XVI, « Une guerre populaire? »)

#### 6.12.4. « Suisse », p. 189

au sein d'une bibliographie suisse richissime,

Hans-Ulrich Jost, *Le salaire des neutres. Suisse 1938-1948*, Paris, Denoël, 1999, offre une excellente synthèse de tous les aspects intérieurs et extérieurs de la Suisse dans la période considérée.

Sébastien Guex, éd., *La Suisse et les Grandes puissances, 1914-1945*, Genève, Droz, 1999.

#### 6. 12.5 « Le Vatican et Pie XII », p. 189

La bibliographie est, à l'exception du très critique maître livre de Saul Friedländer, n° 901, *Pie XII et le III<sup>e</sup> Reich : documents*, bornée à des auteurs cléricaux favorables au Vatican (même quand ils sont hostiles à Pie XII, en voie de canonisation, tel John Cornwell, *Le pape et Hitler*, n° 900 - choquante traduction de *Hitler's pope*, « le pape d'Hitler »); elle ignore entre autres le rôle déterminant du Vatican dans « 9. Les sorties de guerre » et notamment sa participation active au sauvetage-recyclage des criminels de guerre dès 1943 – carence gravissime sur la question de la dénazification (9.2.1, « Allemagne » et 9.3.3. « Épurations », *cf. infra*).

On ajoutera donc, par souci d'équilibre et d'information, certains auteurs non cléricaux étant d'ailleurs catholiques, tel Falconi :

Mark Aarons et John Loftus, *Des nazis au Vatican*, Paris, O. Orban, 1992

Werner Brockdorff, *Flucht vor Nürnberg. Pläne und Organisation der Fluchtwege der N-S Prominenz im "Römischen Weg"*, Verlag Welsermühl, Munich-Wels, 1969, ouvrage

pionnier sur la fuite organisée par l'Église romaine des criminels de guerre de l'Europe centrale et orientale

Henri Fabre, *L'Église catholique face au fascisme et au nazisme. Les outrages à la vérité*, Bruxelles, EPO, 1995, fondé sur des textes publics (dont les fameux *Actes et Documents du Saint-Siège*) mais accablants

Carlo Falconi, *Le silence de Pie XII 1939-1945, essai fondé sur des documents d'archives recueillis par l'auteur en Pologne et en Yougoslavie*, Monaco, Ed. du Rocher, 1965

Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich...*, cité *supra*.

Léon Papeleux, *Les silences de Pie XII*, Bruxelles, Vokaer, 1980.

7.2 « L'économie de guerre ou en guerre, les forces sociales », p. 190-191

7.2.2. « Économies de guerre impériales », p. 191

Dietrich Eichholtz, présenté au n° 935 comme « est-allemand » - ce qui permet de ne pas dire « marxiste » tout en le disant -, pour son œuvre maîtresse (en allemand), est abordable en français, précision utile tant aux étudiants qu'aux collègues, par les extraits suivants : « Histoire de l'économie de guerre allemande 1939-1945 », *Recherches internationales...*, n° 69-70, 1971-1972, p. 109-152.

Thomas Sandkuehler, dir., « Europäische Integration. Deutsche Hegemonialpolitik gegenüber Westeuropa 1920-1960 », *Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus*, Göttingen, Wallstein-Verlagen, vol. 18, 2002.

7.2.4. « Forces sociales », p. 191,

L'ouvrage n° 947 cité par la bibliographie, de François Bloch-Lainé et Claude Gruson, *Hauts fonctionnaires sous l'Occupation*, Paris, Odile Jacob, 1996, vaut surtout par comparaison avec l'ouvrage beaucoup plus critique, du seul François Bloch-Lainé, *Profession: fonctionnaire*, Paris, Seuil, 1976, qui mesure le recul de l'audace de l'analyse sociale d'un haut fonctionnaire dans les vingt ans qui séparent ces « deux témoignages ». Certes plus indulgent pour les hauts fonctionnaires, son corps, Bloch-Lainé estimait « accablant (...) en 1944 l'acte d'accusation contre la partie la plus en vue de cette classe dirigeante [...] la bourgeoisie », »: son réquisitoire était implacable contre son exploitation des « malheurs de la patrie, renouant avec l'opportunisme cynique des grands bourgeois de 1815, 1830, 1852, 1871 »; contre ces « amis » prétendus des juifs, « la bonne société dont [s]on père faisait partie », ces « snobs » anglophiles abdiquant leurs sympathies du jour au lendemain, ces profiteurs de l'Occupation, « dirigeants des grandes affaires », « relations de [s]on père » dont, chargé (depuis 1943) de collecter des fonds pour le futur État gaulliste, il n'avait pu obtenir un sou avant le « printemps 1944 » (p. 51-52, 60-61 et *passim*). Formateurs et étudiants y trouveraient intéressante matière à réflexion, tant scientifique que civique.

« Les ouvrages d'ensemble et d'un abord pratique (et en français) sont rares », est-il observé, en tête du paragraphe 7.2 « L'économie de guerre ou en guerre, les forces sociales », p. 190, mais de cet ensemble est exclu, sans doute pour manque d'« abord pratique » (locution que les rédacteurs eussent dû définir en début de liste) :

Annie Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Paris, Armand Colin, 1999.

7.3.1 « Histoire du quotidien et opinion », p. 191

Quelle aide apporte aux étudiants et aux collègues le plat commentaire : « sur les questions d'opinion » de l'ouvrage de David Bankier, *The Germans and the Final Solution : public opinion under nazism*, n° 954 (craint-on, pour une fois, que les intéressés ne puissent traduire le titre?)?

## 7.6. « Églises et religions », p. 194

Le clérical Phayer n° 1026, *L'Église et les nazis*, Paris, Liana Levi, 2001, déjà cité au n° 903 (rubrique 6. 12.5 « Le Vatican et Pie XII »), qui décrit une Église catholique allemande plutôt anti-nazie et à peine antisémite, est contredit par le livre, non cité, incontournable référence, pour reprendre la terminologie des « étoiles », de :

Guenther Lewy, *The Catholic Church and Nazi Germany*, London, Weidenfeld et Nicolson, 1965, traduit, *L'Église catholique et l'Allemagne nazie*, Paris, Stock, 1965

Soit dans 7.8.2. « La science, la médecine et l'«hygiène raciale» nazies », p. 195, soit, plutôt, dans 8.5.3.1 « Generalplan Ost » (le « Plan général pour l'Est »)

Il est stupéfiant, surtout dans la mesure où les rédacteurs présentent un ouvrage de 1957 comme « non remplacé à ce jour » (n° 1144, Robert Koehl, *German resettlement and population policy*), que n'ait pas été mentionné :

Aly Götz et Heim Susanne, *Vordenker der Vernichtung, Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, Francfort, Fischer Taschenbuch Verlag, 1997 (1ère édition, Hambourg, 1991) : cet ouvrage, selon lequel la destruction des juifs a été réalisée dans le cadre du remodelage global, économique et démographique, de l'Europe centrale et orientale planifié par les « précurseurs de l'anéantissement », a bouleversé l'historiographie allemande et suscité des débats multiples, non épuisés (malgré l'autocritique ultérieure à laquelle s'est livré Aly Götz). Ulrich Herbert y fait d'ailleurs écho dans un des articles du n° spécial de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* n° 47-2, avril-juin 2000, p. 238 sq.

## 8. « Violences de guerre, violences politiques, violences extrêmes », p. 197-207

Il faudrait trouver ici (mieux encore que dans 7.8. « Guerre, sciences et médecine », p. 195) mention de deux ouvrages essentiels sur le « laboratoire » (pour reprendre une expression très en vogue) de l'extermination de masse de la guerre, par ses fondements, ses instruments (Zyklon B inclus) et ses exécutants, personnellement envoyés ensuite à la tâche dans les camps d'extermination de Pologne : l'opération « T 4 »; fruit du darwinisme social renforcé dans les années 1920 et plus encore dans celles de la crise, la liquidation des malades mentaux adultes), préparée depuis janvier 1939, fut expérimentée à partir de septembre, en Pologne occupée, et, en Allemagne, camouflée à l'origine dans les locaux d'un faux centre de soins berlinois sis au 4 Tiergartenstrasse (d'où son nom) :

Götz Aly, éd., *Aktion T4, 1939-1945, Die Euthanasie Zentrale in der Tiergartenstrasse 4*, Berlin, Edition Hentrich Berlin, 1987, avec carte et tableau sur le bilan, en aborde tous les aspects, y compris la réaction (tardive) de l'Église catholique : Martin Höllen, « Episkopat und T4 », p. 84-91 la propagande par le film en faveur de l'« anéantissement des vies qui ne valent pas d'être vécues », voir sur ce point : Karl-Heinz Roth, « "Ich klage an" – Aus der Entstehungsgeschichte eines Propaganda-Films », p. 93-120

Peter Longerich, *Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung*, Munich, 1998

## 8.2. « Les prisonniers de guerre », p. 198

Sur la base de quels critères a-t-on exclu? :

Christian Streit, *Keine Kameraden*, Stuttgart, 1978, étude pionnière sur la liquidation systématique des prisonniers de guerre soviétiques par la Wehrmacht dès le début de l'occupation de l'URSS

Christian Gerlach, *Krieg, Ernährung, Völkermord. Forschungen zur deutschen Vernichtungspolitik im Zweiten Weltkrieg*, Hambourg, Hamburger Edition, 1998, en partie consacré à la même question.

## 8.3. « Le travail forcé », p. 198

Sur la base de quels critères a-t-on exclu? :

Reinhold Billstein et alii, *Working for the Enemy, Ford, General Motors, and forced labor in Germany during the Second World War*, New York, Berghahn Books, 2000

Les historiens allemands et américains concernés ouvrent un champ nouveau en étudiant la contribution d'industriels des pays alliés, propriétaires de filiales en Allemagne, à la bonne marche de l'économie de guerre dans les années trente, puis, entre septembre 1939 et mai 1945, à l'exploitation de la main-d'œuvre forcée (prisonniers de guerre, ouvriers du STO) et, concernant Ford, travailleurs esclaves de l'Est (*Ostarbeiter*) et juifs des camps de concentration exterminés par le travail.

Françoise Berger, « L'exploitation de la main-d'œuvre française dans l'industrie sidérurgique allemande pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 50-3, juillet-septembre 2003, p. 148-181, qui traite bien le sujet annoncé par son titre.

John Gillingham, *Ruhr coal*, déjà cité, est indispensable sur le travail forcé des mineurs étrangers, *Ostarbeiter* (soviétiques) compris.

## 8.4. « L'univers concentrationnaire nazi », p. 198-199

On pourrait proposer aux étudiants une information en français sur la persécution des Tziganes, pas seulement en France (cf. Denis Peschanski et al., n° 1128, p. 199) :

*Revue d'histoire de la Shoah, le monde juif*, n° 167, septembre-décembre 1999, « Les Tsiganes dans l'Europe allemande »,

Guenter Lewy, *The Nazi persecution of the Gypsies*, Oxford, Oxford University Press, 2000, dont la traduction en français vient d'être publiée, *La persécution des tziganes par les nazis*, Paris, Les Belles Lettres, 2003.

Et relever, à côté de l'excellent Michael Zimmermann de 1989 (n° 1129, p. 199), l'aussi excellent, plus récent :

Michael Zimmermann, *Rassenutopie und Genozid. Die national-sozialistische Lösung der Zigeunerfrage*, Hambourg, 1996.

## 8.5.3.1 « Generalplan Ost » (le « Plan général pour l'Est »), p. 200

Rappelons l'ouvrage indispensable d'Aly Götz et Heim Susanne, *Vordenker der Vernichtung...*, déjà cité *supra*.

## 8.5.3.2, « Les violences ethniques », p. 200

L'ouvrage cité dans la bibliographie de Jan T. Gross, *Les voisins. 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*, Fayard, Paris, 2002 (n° 1148, p. 200), fournit, sur la base des procès d'après-guerre des massacreurs, un récit précis du « massacre collectif » des 1 500 juifs du village de Jedwabne peu après l'invasion allemande, par leurs voisins polonais; mais il conclut, interprétation privée de tout était archivistique, que les bourreaux de 1941 puiseraient à la même lie de l'humanité que les bolcheviques polonais de 1945 : pareil détournement de sens non démontré constitue un curieux « tournant dans la perception de la guerre ».

Gross se montre en revanche d'une discrétion de violette sur la responsabilité directe assumée après mai 1945 par l'épiscopat polonais dans les pogroms qui accueillirent les quelques dizaines de milliers de juifs survivants, stigmatisés autant que naguère, pour être rentrés dans les fourgons des judéo-bolcheviques russes haïs (en risquant de réclamer la propriété, au moins celle de leurs maisons, dont on les avait spoliés) : avec au premier plan celui de juillet 1946 de Kielce (80 morts, une centaine de blessés, « la plupart grièvement »), organisé sous la houlette de l'évêque Kaczmarek, naguère particulièrement docile à l'occupant

allemand, dans l'indifférence complète de la grande presse américaine plus soucieuse de combattre le communisme polonais. La question est abordée avec honnêteté par :

Marc Hillel, *Le massacre des survivants en Pologne, 1945-1947*, Paris, Plon, 1985, (dont les sources concordent avec les fonds du Quai d'Orsay : *Le Vatican*, chapitre 11).

De même a été oublié le scrupuleux et très documenté :

Dov Levin, *The lesser of two evils : Eastern European Jewry under Soviet rule, 1939-1941*, The Jewish Publications Society, Philadelphia-Jérusalem, 1995, qui étudie les relations de toute nature entre Soviétiques et juifs des régions de l'ancien Empire annexées en septembre 1939 (Pologne) et juin 1940 (Pays Baltes et Bessarabie) jusqu'à l'ère des massacres de l'occupation allemande. Rapports caractérisés globalement par la préférence, même parmi les anciens éléments économiquement privilégiés, pour les Soviétiques nationalisateurs et anti-religieux, l'autre élément de l'alternative – allemand – étant la mort assurée.

#### 6.7. « Bombardements et villes martyres »

Le rapport officiel américain de 1945 (*United States Strategic Bombing Survey*) atteste, comme les archives des divers pays concernés, que les bombardements anglo-saxons massifs des populations ne relèvent pas de simples « violences de guerre, violences politiques, violences extrêmes » *sui generis*, mais d'une stratégie économique (le bombardement très tardif et partiel des installations industrielles ennemies permit au Reich d'augmenter sa production de guerre jusqu'au deuxième trimestre 1944) et politique (la stratégie du « colt sur la hanche » contre l'URSS épuisée par la guerre). Ces données sont également décisives pour la compréhension de 9. « Sorties de guerre » (*cf. infra*) et cohérentes avec ce qui a été dit plus haut sur les alliances de capitaux germano-alliées.

Voir, sur ces deux aspects :

Manuel Gottlieb, *The German Peace Settlement and the Berlin Crisis*, New York, 1960

Robert Messer, *The end of an Alliance: James F. Byrnes, Roosevelt, Truman et the origins of the Cold War*, Chapel Hill, 1982

Carolyn Eisenberg, *Drawing the Line. The American decision to divide Germany, 1944-1949*, Cambridge University Press, 1996, ouvrage érudit et synthèse la plus complète à ce jour de la politique américaine en Allemagne, présentée comme disposant d'atouts majeurs et contraignant l'URSS à une impuissance quasi-totale.

On pourrait préciser que Gar Alperovitz, avant de rédiger *The decision to use the atomic bomb*, New York, Alfred Knopf, 1995, fut l'auteur du premier ouvrage démontrant que les bombes atomiques lancées sur les Japonais n'avaient pas d'utilité militaire mais visaient à intimider les Soviétiques, *Atomic diplomacy: Hiroshima and Potsdam*, New York, 1965 (rééd., Penguin, 1985)

Bilan incontournable du dossier japonais, mêlant les mises au point scientifiques et les témoignages et confirmant l'hypothèse de 1965 :

Kai Bird et Lawrence Lifschultz, *Hiroshima's shadow*, The Pamphleteer's Press, Stony Creek, Connecticut, 1998.

#### 8.10. 2 « Les mécanismes et les bourreaux », p. 204-205

Les livres en français n'étant pas si nombreux, ajouter :

Didier Apelbaum, *Alois Brunner*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, qu'on peut également classer en 8.10.4.7 « France », p. 207

#### 8.10.3.2 « L'«aryanisation» des biens », p. 205

Françoise Denoyelle, *La photographie d'actualité et de propagande sous le régime de Vichy*, Paris, CNRS éditions 2003, scrupuleux et documenté sur la collaboration, l'aryanisation et la (non-)épuration de la branche.

Laurent Douzou, *Voler les juifs. Lyon 1940-1944*, Paris, Hachette, 2003, également intéressant sur le service des restitutions, confié en septembre 1944 à l'enthousiaste professeur Émile Terroine, doté de moyens de misère et supprimé par l'État fin décembre 1944 pour être remis au Ministère des Finances

Jean-Marc Dreyfus, *Pillages sur ordonnances. Aryanisation et restitution des banques en France 1940-1953*, Paris, Fayard, 2003, comporte aussi une excellente bibliographie (en allemand ou en anglais) sur l'aryanisation dans le Grand Reich d'avant septembre 1939 (Autriche et Tchécoslovaquie incluses).

Annie Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers français*, déjà cité, plusieurs chapitres sur l'aryanisation industrielle et bancaire; « Collaboration économique franco-allemande et aryanisation », in Michel Cadé, dir., *L'histoire à travers champs, Mélanges offerts à Jean Sagnes*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2002, p. 161-187; « L'histoire commissionnée – un nouveau paradigme? », *Mouvements*, n° 21-22, mai-août 2002, p. 135-142, critique méthodologique des travaux de la mission Mattéoli; critique plus précise dans *L'histoire contemporaine sous influence*, Paris, Le temps des cerises, 2004.

Jean Laloum, *Les Juifs dans la banlieue parisienne des années 20 aux années 50. Montreuil, Bagnolet et Vincennes à l'heure de la "Solution finale"*, étude minutieuse des familles « d'en bas » de trois communes de l'Est parisien, avec une riche iconographie

Michel Margairaz, dir., *Banques, Banque de France et Seconde Guerre mondiale*, Paris, Albin Michel, 2002.

8.10. 4.11 « Les juifs européens », p. 206-207

8.10.4.7, « France », p. 207

Des ouvrages « à paraître » étant loués, on ignore pourquoi une thèse en français, dirigée par Jean-Jacques Becker, couronnée d'une mention très honorable, ne figure pas dans la liste :

Diane Afoumado, « Conscience, attitudes et comportements des Juifs en France de 1936 à 1944 », université Paris X-Nanterre.

Pourquoi observer le silence à propos de l'Union générale des israélites de France (UGIF) sur laquelle figure une bibliographie in

Jean-Marc Dreyfus, *Pillages sur ordonnances*, déjà cité, incluant deux ouvrages en français, dont

Rajfus Maurice, *Des juifs dans la collaboration; l'Union générale des israélites de France*, Paris, EDI, 1980.

Ajouter à cette liste :

Cynthia J. Haft, *The bargain and the bridle : the General Union of the Israelites of France, 1941-1944*, Chicago, Dialog Press, 1983, très sévère contre l'UGIF, institution combattue par les juifs résistants.

8.10.4.11 « Yougoslavie », p. 207

Un ouvrage unique, en allemand (n° 1289), étant cité sur la seule Serbie; il conviendrait de rappeler que Raul Hilberg offre un tableau (traduit en français) de la liquidation des juifs yougoslaves, serbes et croates : *La destruction des juifs d'Europe, op. cit.*, 589-599 (Serbie) et 613-621 (Croatie, « satellite par excellence »).

Sont par ailleurs absents des ouvrages traitant des silences du Vatican et de son ferme soutien à l'« État indépendant de Croatie » catholique d'Ante Pavelitch, soutien prolongé dans l'après-guerre (*cf. infra*) :

Carlo Falconi, *Le silence de Pie XII 1939-1945*, déjà cité, essentiel; et Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican...*, déjà cité, valant également pour 8.10.4. 10 « Italie », p. 207

Marco Aurelio Rivelli, *Le Génocide occulté, État indépendant de Croatie 1941-1945*, Lausanne, L'âge d'homme, 1998 (on est ici au cœur des « violences extrêmes » dont témoigne l'insoutenable iconographie).

9. « Les sorties de guerre », p. 207-211

Le traitement des questions ici posées brille par ses exclusions, compte tenu de la production existante, sur la dénazification, les épurations, le retour au *statu quo* socio-politique et socio-économique en Europe occidentale. S'imposerait ici :

Charles Maier, « The two postwar eras and the conditions for Stability in twentieth-Century Western Europe », déjà cité.

À la différence de la procédure valant pour l'après-guerre précédent, on n'a pas prévu d'analyse globale ou « diplomatique » de la Seconde Guerre mondiale et de ses lendemains.

9.1. « Approches d'ensemble », p. 207-208

Pourquoi n'aborder ici que la « fin de la guerre » en se dispensant d'une connaissance et d'une réflexion sur l'ensemble de ces années et les perspectives générales de la « sortie de guerre »? En quoi une telle démarche ne serait-elle pas « dans la logique du sujet » - éloge décerné au colloque de Caen *Entre le deuil et l'espoir* dirigé par Francine-Dominique Lichtenhan (n° 1296, p. 208)?

Carolyn Eisenberg, *Drawing the Line. The American decision to divide Germany*, ouvrage déjà cité, décrit en faisant le point sur quarante ans de bibliographie les « Américains comme Proconsuls » de l'Allemagne occidentale, non sans pouvoirs sur le sort de la partie du pays placée sous tutelle soviétique : indispensable complément de celui cité sur le rôle des Américains en Allemagne et au Japon (n° 1298, Robert Wolfe, p. 208).

Lloyd Gardner, éd., *Spheres of influence. The great powers partition Europe, from Munich to Yalta, 1938-1945*, New York, Ivan R. Dee, Chicago, 1993, interprétation très différente, par son appui sur le long terme (et le recours au concept de Guerre froide depuis 1917), des problématiques dominantes en France sur les rapports entre Anglo-Américains et Soviétiques, par un disciple de William Appleman Williams.

Voir aussi son hommage à ce dernier :

*Redefining the Past: Essays in Diplomatic History in honor of William Appleman Williams*, Corvallis, 1986

Un autre disciple de Williams, le « marxiste » Gabriel Kolko, devrait absolument figurer ici, pour un ouvrage très attentif aux liens entre stratégies internationales et rapports sociaux et à la signification sociale du prompt retour au *statu quo* dans la sphère d'influence européenne des États-Unis :

Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of Power. The World and the United States Foreign Policy 1945-1954*, Harper and Row, New York, 1972, un « classique » de l'anticonformisme.

9.2.1. « Allemagne », p. 208

Jérôme Vaillant, dir., *La dénazification par les vainqueurs* (n° 1302), est élogieusement mentionné comme « couvr[ant] tous les secteurs d'occupation ». Cet ouvrage de 1981, qui ne repose sur aucune recherche originale d'archives et confond textes officiels sur la dénazification et pratiques de non-dénazification, doit être complété par une série de travaux reposant sur la consultation d'archives originales qui insèrent la (non-)dénazification de l'Allemagne occidentale dans la stratégie américaine fondamentalement socio-économique de sa reconstruction prioritaire.

Tom Bower, *Blind eye to murder. Britain, America and the purging of Nazi Germany, a pledge betrayed*, London, André Deutsch, 1981, indispensable, nourri d'archives, démontre que la décision anglo-américaine de non-dénazification date de 1941-42. En continuité avec la complaisance du premier après-guerre sur les « criminels de guerre allemands » et la vieille stratégie générale allemande des États-Unis et du Royaume-Uni, elle n'est donc pas le fruit des impératifs *post bellum* de Guerre froide antisoviétique – thèse qui domine l'ouvrage précédent.

Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988

Eric T. Chester, *Covert network, Progressives, the International Rescue Committee and the CIA*, New York, M. E. Sharpe, 1995

Ces deux ouvrages suivent depuis ses origines chronologiques (1933) le processus de sauvetage-recyclage dont bénéficièrent depuis 1943 d'éminents et très nombreux criminels de guerre : il emprunta en effet, selon le deuxième ouvrage, des filières de sauvetage antérieur de juifs et opposants non-communistes au régime hitlérien constituées à partir de 1933. C'est dire l'insuffisance, aujourd'hui, d'études fondées, d'une part, sur la reproduction des textes officiels interalliés relatifs aux quatre D, « démilitarisation, démocratisation, décartellisation, dénazification », et, d'autre part, sur l'hypothèse de la Guerre froide idéologique comme facteur causal de leur non-application.

Il faut insérer des ouvrages cités au paragraphe 6. 12.5 « Le Vatican et Pie XII », p. 189, dont la problématique est renforcée par l'ouverture des archives argentines évoquée par la presse française en septembre 2003; et cesser d'exclure du champ scientifique, en les enterrant, des travaux qui modifient radicalement la perception offerte par la bibliographie de 9.3. « Réparer, épurer, juger », p. 208-209.

Sur la « dénazification » et son échec en Allemagne occidentale :

Gabriele Clemens, éd., *Kultur im besetzten Deutschland 1945-1949*, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 1994 : plusieurs communications, en français, allemand et anglais abordent la dénazification dans l'enseignement et la politique culturelle des zones occupées.

Barbara Marshall, « The democratization of local politics in the British zone of Germany: Hanover 1945-47 », *Journal of Contemporary History (JCH)*, vol. 21, n° 3, 1986, p. 413-451;

*The Origins of Post-War German Politics*, London, Croom Helms, 1988

Annie Lacroix-Riz, « La dénazification économique de la zone d'occupation américaine: la perception française du phénomène », *revue historique*, n° 574, janvier 1991, p. 303-347

« Une "politique douce" précoce: Paris face à la politique allemande de Washington 1944-1945 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 3, t. 38-3, juillet-septembre 1991, p. 428-461

« Églises et retour au *statu quo* en Allemagne occidentale (1945-1949) », *guerres mondiales et conflits contemporains*, numéro spécial « Les deux Allemagnes dans la Guerre froide », n° 210, avril-juin 2003, p. 19-46

Stefan Martens (*Francia*), éd., *Vom "Erbfeind" zum "Erneuerer"*, *Aspekte und Motive der französischen Deutschlandpolitik nach dem Zweiten Weltkrieg*, Thorbecke, Sigmaringen, 1993, plusieurs communications, en français et en allemand, sur la dénazification.

9.2.3. « Italie », p. 208

James Miller, *The US and Italy 1940-1950, the politics and diplomacy of stabilization*, Chapel Hill, 1986, indispensable sur le maintien en Italie du *statu quo* de l'ère fasciste par l'occupant américain (Mussolini avait été d'emblée à peu près seul exclu du programme américain de « rénovation » politique de l'Italie).

## 9.2.4. « France », p. 208

Dans un autre registre que la bibliographie, très marquée par la problématique de l'« imaginaire » social, pourrait figurer, ici ou dans 9.7 « Reconstructions », p. 211 :

Annie Lacroix-Riz, *La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)*, Paris, Éditions Sociales, 1983,

## 9.3. « Réparer, épurer, juger », p. 208-209

## 9.3.3 « Les épurations », p. 209

Robert Aron, *Histoire de l'épuration*, Paris, Fayard, 1954, pionnier de l'histoire indulgente des épurations, mérite de figurer, tant il a fait école par son t. III, « Le monde des affaires », en contraste avec

Annie Lacroix-Riz, « Les grandes banques françaises de la collaboration à l'épuration, 1940-1950 », *revue de la deuxième guerre mondiale*, 1986, 9. « I. La collaboration bancaire », n° 141, 1986, p. 3-44, « II. La non-épuration bancaire 1944-1950 », n° 142, 1986, p. 81-101, plus critique que

Hervé Joly, in Marc-Olivier Baruch, *Une poignée de misérables* (n° 1325, p. 209), *op. cit.*, p. 301-335 et 417-430.

## 9.5.3 « Les nouvelles vagues de transferts », p. 210-211

## 9.5.3.1. « La crise des réfugiés allemands », p. 210

S'il est légitime d'aborder un « sujet [...] très mal connu », on a peine à admettre que figure dans une bibliographie scientifique destinée à des historiens français ou assimilés appelés à devenir par ailleurs formateurs civiques la liste (n° 1350 à 1353) des publications revanchardes d'un ministère des Réfugiés rattaché dès sa naissance aux milieux irrédentistes nazis et pro-nazis de RFA et peuplé de leurs délégués (la consensuelle *Année politique* est aussi explicite sur ce point que les archives du Quai d'Orsay depuis le début des années 1950) sans autre commentaire euphémique que : « une publication officielle à manier avec précaution ». Pourquoi les rédacteurs, prompts à identifier les rares marxistes ou marxisants de leur longue liste, n'ont-ils pas précisé que cette littérature sur les expulsions des *Volksdeutschen* (« Allemands de souche ») décidées d'un commun accord à Potsdam par les Trois Grands (en dépit des dénégations postérieures anglo-américaines) - Allemands de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Hongrie (et pourquoi pas de Pologne?) - relève du négationnisme? : notamment par sa tendance à la « victimisation » des populations expulsées présentées, adultes compris, comme 1° innocentes des « violences extrêmes » infligées par une notable partie des *Volksdeutschen* jusqu'en mai 1945 aux peuples (non allemands ou non-« aryens ») des pays occupés entre 1939 et 1945, et 2° accablées par les féroces bolcheviques des pays considérés? Ce paragraphe atteint des sommets dans la complaisance à l'égard des forces obscures dont la longue crise actuelle décuple l'énergie et l'efficacité en Europe – un comble, alors que le sujet mis au concours peut apparaître inspiré par de nobles motivations civiques.

## 9.6. « Le début des guerres de décolonisation », p. 211

Pour équilibrer le caractère monocole des titres et auteurs d'ouvrages cités, ajouter :

Jacques Thobie, Gilbert Meynier, Catherine Coquery-Vidrovitch et Charles-Robert Ageron, *Histoire de la France coloniale*, Paris, Armand Colin, 1990, qui couvre toute la période du programme et permet aussi de compenser le recours unique à Marc Michel (n° 419, *L'appel à l'Afrique*, pour la Première Guerre mondiale (4.8.4.7 « Coloniaux », p. 166).

**Conclusion :**

Le caractère monocole de l'équipe jury d'agrégation-bibliographie des deux concours définie ci-dessus contredit l'ouverture d'esprit devant présider à la définition et à la compréhension d'une question de programme sur laquelle le consensus scientifique et idéologique n'apparaît ni possible ni souhaitable. Ladite équipe est convaincue de la qualité particulière de l'œuvre de ses membres et, manifestement, de l'absence de valeur de nombreux historiens qui ne partagent pas ses thèses. Outre qu'elle privilégie (au nom de quel impératif scientifique?) une interprétation du sujet plus proche de « La guerre et la paix et les sociétés » que des « sociétés, la guerre et la paix 1911-1946 », elle a évacué des pans entiers de recherches qui mobilisent nombre de chercheurs, français et étrangers. Ces éliminations ont presque toujours visé des travaux et historiens (démodés parce que non insérés dans les équipes ou institutions en vogue? insuffisamment sensibles aux charmes de « l'imaginaire social »?) s'obstinant à croire que les rapports sociaux jouent un rôle déterminant dans l'histoire et que l'idéologie ou la « représentation » ou l'« imaginaire » ne se substitue pas entièrement à la réalité desdits rapports sociaux – ce qui ne devrait pas constituer un handicap à leur capacité de traitement d'une telle question.

Cette façon d'effacer les historiens gênants de la photo de groupe pose un sérieux problème, de même que la tendance trop exclusive à citer comme « fondamental » tel ouvrage d'un membre du jury d'agrégation ou d'un rédacteur de la bibliographie et de leurs amis ou parents. Pareil comportement, s'il n'était contrebalancé, interdirait *de fait* aux préparateurs des concours et à nombre de leurs enseignants ainsi intimidés l'accès à des champs différents et reconnus de la connaissance historique. La présente bibliographie étant éditée par la revue corporative qui publie également les rapports officiels des jurys du CAPES et de l'agrégation et présentant de ce fait, l'ensemble de la communauté en convient, un caractère officiel, c'est sur la base d'un tel interdit ou d'une telle intimidation que seraient constituées les « corbeilles » d'oraux de ces concours; et que seraient recrutés les professeurs des années 2003-2005. C'est dire la légitimité, scientifique et civique, de la mise à disposition publique, par les mêmes voies, d'orientations bibliographiques complémentaires.